

## **ÉTATS-UNIS**

**Amnesty International prie instamment le gouvernement Bush de répondre aux attentats du 11 septembre en respectant les normes relatives aux droits humains et lance un avertissement face à la crise humanitaire qui menace l'Afghanistan**

*Index AI : AMR 51/142/01*

## **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

Amnesty International a appelé le président des États-Unis, George W. Bush, à respecter de la façon la plus rigoureuse qui soit les normes internationales en matière de droits humains dans le cadre de la réponse de son gouvernement aux terribles événements survenus le 11 septembre. L'organisation a également demandé à la communauté internationale de se mobiliser face à la crise humanitaire qui se prépare actuellement aux frontières de l'Afghanistan.

Dans une lettre adressée au président Bush, la secrétaire générale d'Amnesty International, Irene Khan, a une nouvelle fois condamné les attentats, ajoutant : *« Comme à chaque fois que des personnes sont victimes de crimes violents ou d'autres atteintes à leurs droits fondamentaux, les souffrances des victimes, des rescapés et des proches endeuillés exigent compassion et justice [...] Nous vous prions instamment de veiller à ce que votre gouvernement, plutôt que de chercher vengeance, prenne toutes les précautions nécessaires en matière de droits humains afin d'obtenir justice pour les victimes de ce crime épouvantable. »*

Irene Khan a également prié le président de faire en sorte que *« la colère ne donne pas lieu à d'injustes représailles »*. Amnesty International a pris acte des déclarations de soutien de George W. Bush aux Américains appartenant à la communauté musulmane ou à d'autres communautés vulnérables, et a fermement condamné les agressions qui ont eu lieu contre des personnes sur la base de considérations discriminatoires.

Amnesty International prie instamment le gouvernement de George Bush et le Conseil de sécurité des Nations unies de veiller, par

tous les moyens appropriés, à ce que les responsables présumés des attentats du 11 septembre soient traduits en justice *« dans le cadre d'un système pénal équitable et transparent et dans le respect total des normes d'équité internationales »*.

L'organisation de défense des droits humains a également demandé au gouvernement américain d'étudier *« de manière approfondie toutes les mesures envisageables pour traduire en justice les auteurs présumés de ces actes, avant de recourir à l'intervention armée »*.

Au cas où une intervention armée serait décidée, Amnesty International a instamment prié toutes les parties de mener les opérations dans le respect permanent des normes les plus strictes du droit humanitaire et des droits humains. *« Cela signifie notamment qu'il faut prendre toutes les précautions pour épargner les civils, en particulier en s'abstenant d'attaquer directement des civils ou des objectifs civils, de lancer des attaques aveugles et de procéder à des frappes contre des objectifs militaires risquant d'avoir un impact hors de proportion sur la population civile »*, a souligné Irene Khan.

Amnesty International a demandé des éclaircissements concernant certaines déclarations publiques faites par des représentants du gouvernement américain et laissant entendre que les autorités pourraient revenir sur une décision de 1976 interdisant aux États-Unis de participer à des assassinats. L'organisation a également exprimé sa préoccupation au sujet de certaines mesures antiterroristes actuellement examinées par le Congrès des États-Unis. L'une d'entre elles prévoit notamment qu'une personne soupçonnée d'activités terroristes pourrait être placée, sans aucune preuve, en détention illimitée et qu'elle n'aurait pas droit à un examen de son dossier par une autorité judiciaire. Irene Khan a souligné que de telles pratiques étaient contraires aux normes internationales relatives aux droits humains.

Amnesty International a également appelé la communauté internationale à se mobiliser face à la crise humanitaire qui se

prépare en Afghanistan. Plusieurs centaines de milliers de personnes, craignant une offensive imminente, cherchent en effet à fuir ce pays. Toutes les frontières des pays voisins étant pour l'instant fermées, Amnesty International demande au Pakistan, à l'Iran et au Tadjikistan de laisser entrer sur leur territoire les réfugiés venant d'Afghanistan. L'exode en cours se produit alors que plus d'un million d'Afghans sont d'ores et déjà déplacés à l'intérieur de leur propre pays en raison de la sécheresse, du conflit armé et de la pénurie de nourriture qui affectent l'Afghanistan. De plus, environ deux millions de réfugiés afghans se trouvent déjà au Pakistan. ●

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web : [www.amnesty.org](http://www.amnesty.org)**